

## DÉCISION N° 2026-102

**Objet : Mission d'études géotechniques pour le projet de reconstruction du Groupe Scolaire Louis Buton**

Le Maire de la Ville d'Aizenay,

Vu l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation d'attributions du Conseil Municipal au Maire,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu la délibération en date du 25 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal l'a chargé, pour la durée de son mandat « De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant prévisionnel n'excède pas : le seuil de passation de procédure formalisée pour les marchés publics de fournitures et de services et les 500 000 € HT pour les marchés publics de travaux. Ainsi que toute décision concernant leurs modifications, lorsque les crédits sont inscrits au budget »,

Vu la délibération n°2 du Conseil Municipal en date du 25 février 2025 d'approbation du programme et de l'enveloppe financière du projet de reconstruction du Groupe Scolaire Louis Buton,

Considérant la nécessité de réaliser des études géotechniques dans le cadre des études de conception du projet,

Considérant l'offre de l'entreprise ECR ENVIRONNEMENT (44840 LES SORINIERES),

## DÉCIDE

**Article 1<sup>er</sup> :** D'approuver et de signer le contrat pour la réalisation des études géotechniques du projet de reconstruction du Groupe Scolaire Louis Buton, avec la société ECR ENVIRONNEMENT (44840 LES SORINIERES), pour un montant total de 10 250 € HT (12 300 € TTC).

**Article 2 :** Monsieur le Maire de la Ville d'Aizenay et le Comptable Public Assignataire sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 3 :** Conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil Municipal.

Fait à Aizenay, le 3 juin 2026.  
Le Maire de la Ville d'Aizenay,  
Franck ROY



Publié sur le site internet le : 03/06/2026

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent acte peut faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification ou publication et réception par le Représentant de l'Etat :
  - D'un recours administratif ou gracieux devant Monsieur le Maire, à nous adresser sous le présent timbre ;
  - D'une saisine de Monsieur le préfet de Vendée en application de l'article L.2131-8 du Code général des collectivités territoriales ;
  - D'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6, Allée de l'Île Gloriette 44041 NANTES CEDEX – dans le délai cité ci-dessus ou dans un délai de 2 mois à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif ou gracieux a été préalablement déposé. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).